

Election du Président

Intervention de Stéphane BARRE

Chers collègues,

L'élection d'un nouveau président pour notre Conseil départemental est toujours un événement.

Car au-delà des personnalités en lice, des rapports de force politique qui déterminent cette élection et des enjeux tant du quotidien que d'avenir qui nous font face, le Département demeure une collectivité qui compte.

**Une collectivité à laquelle les citoyens sont attachés, parce qu'elle incarne une identité, parce qu'elle représente des territoires de vies et d'activités, et parce qu'elle est présente dans le quotidien des seinomarins.**

Dans une période marquée par la défiance vis-à-vis de nos institutions, nous l'avons encore constaté la semaine dernière lors de nos débats sur la gestion de la catastrophe Lubrizol, il est utile de rappeler combien les départements, comme d'ailleurs les communes, sont des points de repère, des collectivités qui gardent et entretiennent la confiance.

Et dire que dans leur empressement à vouloir démenteler la République citoyenne, les libéraux au pouvoir avaient projeté de supprimer cet échelon de proximité !

Cette élection nous donne également l'occasion de nous arrêter sur le bilan prématuré de l'actuelle mandature, et de la majorité politique que les électrices et les électeurs ont souhaité installer, d'une courte tête, lors du scrutin de mars 2015.

**Mais avant cela, je tiens, au nom de mes camarades du groupe communiste et républicain issu du Front de Gauche, à saluer le président Pascal Martin.**

D'abord parce que nous avons apprécié de travailler avec lui.

Nous avons apprécié son sens de l'écoute, sa volonté de rechercher le consensus sur des sujets majeurs, nous avons apprécié le respect dont il a fait preuve à notre égard.

En tant que groupe d'opposition, je tiens à dire que nous n'avons jamais ressenti de rapport de force numérique dans nos relations avec le Président Martin et son Cabinet. Et je les en remercie.

Nous avons été considérés comme une composante à part entière de notre Assemblée et traités avec égard et écoute.

Nos cantons, leurs habitants et acteurs, ont fait l'objet d'un traitement analogue à ceux qui ont élu en 2015 des conseillers siégeant dans la majorité.

**Plusieurs de nos propositions ont été entendues, une fois encore lors du dernier Conseil avec la création d'un groupe de suivi intergroupes pour définir les critères des aides apportées à celles et à ceux qui ont subi les conséquences de la catastrophe Lubrizol et suivre les exigences de transparence. Y compris, si l'enquête devait engager leur responsabilité, de se retourner contre l'Etat ou l'entreprise ou les entreprises pour obtenir les frais engagés sur le budget départemental.**

- Ce fut tout aussi vrai s'agissant d'étudier **l'embauche de médecins** pour les affecter dans des centres de santé à installer dans les secteurs géographiques dépourvus de praticiens. Même si nous en attendons désormais les suites concrètes... peut-être dès notre prochain budget ?
- Pour que la collectivité départementale s'engage dans la **lutte contre le frelon asiatique** et le co-financement des destructions des nids chez les particuliers ;
- Pour que le Département renforce les **accueils d'apprentis dans ses services** ;
- Pour que **l'avis du maire sur les ventes de logements sociaux** sur sa commune soit pris en compte dans l'avis que doit rendre le Département sur chaque vente ;
- Pour que **les copropriétés dégradées** se situant dans les quartiers concernés par les programmes de renouvellement urbain (ANRU) puissent bénéficier de financements pour leur réhabilitation ;
- Pour que la Communauté urbaine du Havre et de la Métropole rouennaise soient éligibles au **nouveau dispositif de soutien à la redynamisation des zones d'activités économiques** dont elles avaient été exclues préalablement ;

- Pour **doter le port de pêche du Havre des investissements dont il a besoin** et le sortir de l'imbroglio administratif dans lequel il se trouvait ;
- Pour le **maintien de la gratuité des bacs** pour franchir la Seine ;
- Pour la prise en compte de **critères locaux pour la répartition du fonds départemental de péréquation de la Taxe Professionnelle** en faveur des communes et pour le **Fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle** à certains droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux pour les communes de moins de 5.000 habitants ;

Ce respect démocratique, qui j'en suis certain est ressenti par d'autres de nos collègues, est à l'honneur et au crédit de Pascal Martin.

Et en toute honnêteté, nous sommes heureux qu'un homme comme lui puisse poursuivre son action au Sénat dont la vocation demeure de défendre les territoires et leurs collectivités. Nous en avons bien besoin !

Il aura incarné de fort belle manière notre Département et son Conseil départemental.

**Alors bien sur, si cet hommage s'arrête à l'homme public qui a présidé notre Conseil depuis 2015, c'est parce que son bilan politique et celui de ses collègues de la majorité des droites, nous conduit à être nettement moins agréables dans nos considérations.**

Sans développer point par point, nous gardons cet exercice pour l'année prochaine, les décisions prises ici qui ont alimenté un affaiblissement du service public départemental depuis 2015, et ont creusé, année après année, le décalage entre les besoins à couvrir et les moyens mobilisés, nous en retenons une macronisation de la Droite préjudiciable au quotidien des seinomarins.

L'engagement, le sérieux même, des vice-présidents ne changent en rien ce constat amer.

Car quand le cap n'est pas bon, quand les orientations sont prises à partir, non pas de l'intérêt supérieur des administrés, mais de logiques politiques destinées à façonner une société déconnectée des réalités, des besoins, des aspirations du plus grand nombre, cela conduit à une perte de substance.

Ces logiques, nous n'avons cessé de les dénoncer, mais aussi de démontrer qu'un autre chemin était possible et souhaitable, c'est d'abord cette obsession de communication destinée à afficher en fin de mandat un désendettement pour tout dire franchement symbolique, au dessous du milliard.

On connaît la chanson : les prédécesseurs ont ruiné ce Département, vous allez voir ce que vous allez voir, avec nous, les finances seront restaurées.

**Sauf que, c'est oublié que, eux comme vous, payez d'abord le prix d'un dogme politique conçu, voulu et appliqué par une succession de gouvernements libéraux et qui consiste à affaiblir les collectivités locales.**

- Par des transferts de charge mal ou non compensés.
- Par une baisse des dotations.
- Par une baisse des solidarités nationales, à l'image désastreuse de la prise en charge grandissante des mineurs isolés, dont l'afflux n'est en rien lié à la responsabilité des départements, mais dont la mobilisation des crédits nécessaires à leur mise à l'abri est financée localement.
- Par une baisse des compensations, comme celle qui a conduit à diminuer drastiquement le financement des allocations de solidarité dont le montant est pourtant fixé par l'Etat, mais dont le financement repose de plus en plus sur les départements.

**Nous l'avons démontré, chiffres à l'appui : l'application d'une priorité number one au désendettement zélé, ne permet pas d'aboutir à un désendettement drastique, ni d'ailleurs à redonner des marges supplémentaires à nos budgets actuels. C'est un leurre.**

Le désendettement se poursuivant naturellement depuis 2014, notamment en raison des taux d'intérêts historiquement et durablement bas, il n'y avait pas lieu de comprimer des budgets utiles, surtout en ces temps de crise économique persistante et d'urgence politique, pour mobiliser des millions et des millions en vue de rembourser les banques plus vite que la musique.

Conséquence de quoi, alors que la collectivité en charge des solidarités doit être mobilisée chaque jour davantage, tout simplement parce que l'urgence sociale auquel est confronté un nombre grandissant de seinomarins l'impose, c'est notre raison d'être, cette mobilisation est inversement proportionnelle aux besoins à couvrir.

Pour le logement, pour l'éducation, pour la santé, pour les solidarités.

- Comment dès lors expliquer que dans un contexte aussi durablement dégradé, nos moyens régressent ?
- Que les crédits du Fonds de Solidarité Logement baissent...
- Que les bourses aux familles des collégiens ont été supprimées...
- Que l'enveloppe de dotations de fonctionnement des collèges publics diminuent chaque année...
- Que les personnels de l'aide sociale à l'enfance soient sous pression...
- Que les médecins et infirmières de nos PMI sont de moins en moins nombreux...
- Que les Centre Médico Sociaux voient leur amplitude d'ouverture se réduire...
- Que d'autres services ont été carrément supprimés...
- Que la masse salariale, donc le capital humain de notre collectivité, est en chute libre, et j'en passe.

Tout cela pour dire, et qui plus est dans une situation budgétaire qui connaît depuis un an ou deux une petite embellie : « Soyez heureux : vous vivez dans un département dont la dette n'est plus d'un milliard, mais de 999 millions et des poussières... »...

Au-delà de ce que nous considérons ainsi comme une erreur d'appréciation majeure, nous constatons que la Droite départementale, décomplexée par le Macronisme, vient au mieux se taire et au pire collaborer, comme à travers la signature du contrat de docilité budgétaire, avec des orientations politiques nationales pourtant à l'évidence rejetées par une large majorité de nos concitoyens.

Pourquoi ? Parce qu'elles sont nocives !

Affaiblissement des services publics, désengagement de l'Etat, favoritisme envers le secteur privé, dérèglementation sous couvert de simplification, pression voir culpabilisation des bénéficiaires des solidarités...

**Souvent, lorsque nous les dénonçons dans nos interventions, nous entendons en retour des acquiescements dans les rangs de la majorité, parfois même des mots forts...**

**Des envolées lyriques comme celle de notre collègue Michel Lejeune la semaine dernière à propos de Lubrizol, ou celle de plusieurs de ses collègues lorsqu'un bureau de poste met la clé sous la porte sur leur canton...**

Et pourtant, quand il s'agit de passer aux actes, tout le monde se ressaisit et vote dans le même sens.

Je ne peux pas croire que cette belle solidarité ne reposait que sur l'habileté de Pascal Martin, capable de cimenter à chaque scrutin des élus de sensibilité aussi différentes que des dignes héritiers du Gaullisme pour qui l'action publique demeure un des fondements, et des libéraux pour qui le seul salut repose sur le marché.

A l'heure où nous allons changer de président, nous n'oublions rien de la dure réalité des décisions politiques prises par cette majorité insolite et éthéroclyte.

Nous n'oublions pas que depuis 2015, les Droites assemblées pour diriger le Conseil départemental ont docilement appliqué les logiques libérales, imposant que les services publics soient vécus comme un coût à « optimiser », plutôt qu'un investissement durable capable de répondre aux besoins des seinomarins.

Nous n'oublions pas que chaque année, des millions sont ainsi substitués à des budgets utiles pour le fonctionnement de nos collèges, les services en charge des solidarités, l'accompagnement sanitaire... afin de satisfaire des objectifs purement comptables où le chronomètre remplace l'humain.

**Pour autant, nous n'oublions pas, qu'aucun bilan n'est entièrement négatif, et l'objectivité nous pousse à reconnaître que sous la présidence de Pascal Martin, des choses ont avancé dans le bon sens, des dispositifs utiles ont été maintenus.**

Sauf qu'à l'heure où il cède son fauteuil, force est de constater que le Département de Seine-Maritime peine de plus en plus à satisfaire ses missions de service public. Nombre de ses agents en première ligne des solidarités, sont notamment confrontés à un rationnement de leurs moyens.

Il est à craindre que son successeur annoncé poursuive l'application de politiques bien éloignée des urgences sociales auxquelles nous faisons tous face. D'autant que lui assume pleinement sa filiation macronienne...

Nous continuerons donc pour notre part à défendre une autre vision de la société où l'humain reprendra toute sa place, et à faire bouger les lignes dans l'intérêt des seinomarins.

C'est le sens de ma candidature aujourd'hui.